



EDMOND
DE ROTHSCHILD

PILIER III 2020

EDMOND DE ROTHSCHILD (EUROPE)



EDMOND DE ROTHSCHILD, L'AUDACE DE BÂTIR L'AVENIR.

SOMMAIRE

1	DÉCLARATION DE LA DIRECTION	3
1.1	Périmètre du rapport	3
1.2	Chiffres clés	3
1.3	Profil de risque	4
1.4	Attestation du Comité exécutif	4
2	ORGANISATION ET GOUVERNANCE	5
2.1	Présentation de la Banque	5
2.2	Fonctions de la Direction	5
2.3	Fonction de gestion des risques centralisée	6
3	FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES	7
3.1	Fonds propres totaux consolidés	7
3.2	Détails des fonds propres de base de catégorie 1	8
4	EXIGENCES DE FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES	9
4.1	Méthodes appliquées pour l'adéquation des fonds propres	9
4.2	Ratios de solvabilité consolidés	9
4.3	Détails des exigences de fonds propres par typologie de risque	10
5	GESTION DES RISQUES ET ADÉQUATION DES FONDS PROPRES INTERNES	11
5.1	Principes généraux en matière de gestion des risques	11
5.2	Risque de crédit et de contrepartie	12
5.3	Risque de marché	19
5.4	Risques opérationnels	20
5.5	Risque de liquidité	23
6	RATIO DE LEVIER	25
7	POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION	26
8	ANNEXES	29
8.1	Répartition des expositions au risque de crédit	29

**EDMOND DE ROTHSCHILD (EUROPE)
SOCIÉTÉ ANONYME**

4, rue Robert Stumper, L-2557 Luxembourg
Tél : (+352) 24 88 1 - Fax : (+352) 24 88 82 22
R.C. LUX B 19194 - TVA LU 121687 24

www.edmond-de-rothschild.eu

1 DÉCLARATION DE LA DIRECTION

1.1 PÉRIMÈTRE DU RAPPORT

Dans le cadre du Règlement (UE) n° 575/2013 (CRR) du Parlement européen concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement, un ensemble de normes visant à améliorer la transparence financière des banques vis-à-vis du marché a été défini, afin de permettre à des tiers d'apprécier l'adéquation de leurs fonds propres au regard de leurs profils de risque.

Le périmètre de consolidation du rapport porte sur Edmond de Rothschild (Europe) (ci-après la « Banque » ou « EdR (Europe) ») avec ses trois succursales établies respectivement en Belgique, en Espagne et au Portugal, ainsi que

sur sa filiale Edmond de Rothschild Asset Management (Luxembourg), ci-après « EdRAM (Luxembourg) ». La Banque et sa filiale EdRAM (Luxembourg) forment ci-après le « Groupe EdR (Europe) » ou le « Groupe ».

Les données chiffrées¹ reprises dans la totalité du rapport sont basées sur les rapports réglementaires consolidés réalisés par la Banque et à destination du régulateur luxembourgeois, suivant les modalités définies dans le document « *Reporting requirements for credit institutions* » tel que publié sur le site internet de la Commission de Surveillance du Secteur Financier, ci-après « CSSF ».

1.2 CHIFFRES CLÉS

	(Montants en millions d'euros)	31.12.2020	31.12.2019	Variation
Fonds propres disponibles				
Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)		218,03	194,69	23,34
Fonds propres de catégorie 1		218,03	194,69	23,34
Fonds propres totaux		218,03	194,69	23,34
Montants d'exposition pondérés				
Montant total d'exposition au risque		936,97	949,12	-12,15
Ratios de fonds propres (en pourcentage du montant d'exposition pondéré)				
Ratio de fonds propres de base de catégorie 1 (%)		23,3%	20,5%	2,8%
Ratio de fonds propres de catégorie 1 (%)		23,3%	20,5%	2,8%
Ratio de fonds propres totaux (%)		23,3%	20,5%	2,8%
Exigence globale de coussin et exigence globale de fonds propres (en pourcentage du montant d'exposition pondéré)				
Exigences de fonds propres réglementaires (%)		8,0%	8,0%	0,0%
Exigences de fonds propres supplémentaires (%)		3,5%	3,5%	0,0%
Exigences totales de fonds propres SREP (%)		11,5%	11,5%	0,0%
Coussin de conservation des fonds propres (%)		2,5%	2,5%	0,0%
Coussin de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement (%)		0,1%	0,0%	0,0%
Exigences globales de fonds propres (%)		14,1%	14,0%	0,1%
Ratio de levier				
Mesure de l'exposition totale		4 919,74	5 116,14	-196,40
Ratio de levier (%)		4,4%	3,8%	0,6%
Ratio de couverture des besoins de liquidité				
Actifs liquides de qualité élevée (HQLA) totaux – Valeur pondérée		2 942,07	3 401,71	-459,64
Sorties de trésorerie – Valeur pondérée		2 841,00	3 070,52	-229,52
Entrées de trésorerie – Valeur pondérée		638,65	505,76	132,89
Sorties de trésorerie nettes totales (valeur ajustée)		2 202,35	2 564,76	-362,41
Ratio de couverture des besoins de liquidité - LCR (%)		133,6%	132,6%	1,0%
Ratio de financement stable net				
Financement stable disponible total		1 491,06	1 159,16	331,90
Financement stable requis total		679,83	611,80	68,03
Ratio de financement stable net - NSFR (%)		219,3%	189,5%	29,9%

¹ A noter que dans l'ensemble du rapport, les totaux repris dans les tableaux pourraient différer de la somme des montants qui constituent cette somme en raison des écarts d'arrondis.

1.3 PROFIL DE RISQUE

En ligne avec les attentes de son actionnaire et de sa clientèle, tant institutionnelle que privée, la Banque maintient un profil de risque conservateur.

La stratégie commerciale de la Banque est arrêtée en fonction de la volonté de la Banque en matière de prise de risques, matérialisée par sa tolérance au risque, elle-même décomposée par catégories de risques et seuils de tolérance.

La continuation d'un recentrage sur des marchés prioritaires bien définis et validés ainsi que l'organisation de la stratégie commerciale en terme de segments de clients souhaités, de produits offerts et d'activités de démarchage commercial souligne la tolérance limitée de la Banque pour une série de risques non financiers (réputation, juridique, compliance).

La Banque encadre au mieux le risque stratégique afin d'en réduire la probabilité de survenance et l'amplitude, ce qui est reflété dans la stratégie décrite précédemment et souligne le souhait de la Banque de développer des métiers et des marchés peu corrélés entre eux en terme de cycle économique, d'environnement réglementaire ou encore d'environnement géopolitique.

Par ailleurs, la tolérance de la Banque pour le risque de réputation est faible dans la mesure où celle-ci exerce, entre autres, des activités de Banque Privée et de banque dépositaire d'organismes de placement collectifs s'adressant à une clientèle haut de gamme particulièrement attentive à l'image de la Banque. Du fait de risques de réputation pouvant survenir de la concrétisation de risques juridiques, ainsi que de l'importance des montants potentiellement en jeu, la tolérance au risque Juridique est moyenne, confortée par le fait que la Banque pratique et connaît ses métiers depuis de longues années et n'entend pas significativement modifier son modèle économique dans le cadre de sa stratégie commerciale.

Plus généralement, la Banque porte une attention particulière à la conformité aux normes en vigueur, d'autant que le préjudice lié au non-respect de la réglementation peut également avoir un impact fort indirect en termes de risque de réputation. La tolérance pour le risque de conformité est donc faible en raison des conséquences que celui-ci peut engendrer sur son activité et une attention toute particulière à ce risque est apportée lors de la mise en œuvre de la stratégie commerciale.

Afin de permettre la limitation des risques de réputation, de non-conformité ou juridiques, la Banque bénéficie d'un dispositif de gestion des risques opérationnels et le Conseil d'administration du Groupe revoit et approuve annuellement la tolérance aux risques inhérents et résiduels, reflétée dans la *Politique des Risques*. Le 17 décembre 2019, le Conseil d'administration d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. (ci-après "EdR (Suisse)" ou "maison mère") a approuvé le « *risk appetite* » pour l'année 2020 et en cascade, le Conseil d'administration d'EdR (Europe) a validé le « *risk appetite* » et la *Politique des Risques* pour sa propre entité le 3 mars 2020.

La Banque ne conçoit qu'une tolérance limitée aux risques en général, déclinée en des tolérances pouvant varier entre Faible et Moyenne en fonction de la nature des risques rencontrés.

1.4 ATTESTATION DU COMITÉ EXÉCUTIF

Le présent rapport répond aux exigences du Règlement (UE) n° 575/2013 (CRR) et a été porté à la connaissance des membres du Comité exécutif, y inclus la Direction autorisée, qui l'ont approuvé.

Le Comité exécutif assure que les systèmes de gestion des risques mis en place sont appropriés eu égard au profil et à la stratégie de l'établissement.

2 ORGANISATION ET GOUVERNANCE

2.1 PRÉSENTATION DE LA BANQUE

La Banque Edmond de Rothschild (Europe) a été créée par acte notarié le 19 février 1982 sous la dénomination de Compagnie Privée de Finance S.A. La société était alors un établissement financier non bancaire.

Par assemblée générale extraordinaire du 24 octobre 1988, les actionnaires ont pris la décision de modifier l'objet social afin de le conformer à celui d'un établissement de crédit ; la dénomination de la société est devenue Banque Privée Edmond de Rothschild Luxembourg. Depuis cette date, la société est agréée auprès du Ministère du Trésor pour exercer l'activité d'établissement de crédit au Grand-Duché de Luxembourg. Par assemblée générale des actionnaires en date du 12 mai 2014, la Banque a changé sa dénomination sociale en Edmond de Rothschild (Europe).

La Banque est une filiale à 100 % de sa société-mère, Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., société anonyme de droit suisse et membre du Groupe Edmond de Rothschild (Suisse) (ci-après « Groupe EdR (Suisse) »).

Elle dispose de trois succursales actuellement établies à l'étranger, en Espagne, au Portugal et en Belgique. Elles ont été ouvertes respectivement les 6 octobre 2000, 18 octobre 2000 et 12 février 2003.

EdR (Europe) possède à 100% sa filiale EdRAM (Luxembourg), société de droit luxembourgeois constituée le 25 juillet 2002 sous forme de « Société Anonyme » soumise à la Loi du 10 août 1915. L'effectif de la société au 31 décembre 2020 s'établit à 146 employés.

Depuis le 1^{er} janvier 2015, les responsabilités d'Administration Centrale et d'Agent Teneur de Registre des fonds ont été transférées d'EdR (Europe) vers sa filiale EdRAM (Luxembourg).

La Banque conserve cependant la responsabilité de la Banque Dépositaire de Supervision et d'agent domiciliataire pour les fonds d'investissement.

Spécialisé dans la gestion de fortune, l'administration et la garde de fonds, ainsi que dans la gestion patrimoniale globale (*family office*), le Groupe EdR (Europe), tel que défini précédemment, compte aujourd'hui 591 collaborateurs.

EdR (Europe) possède également à 100% sa filiale Edmond de Rothschild Assurances et Conseils (Europe) (« EdRAC (Europe) »), société de courtage en assurances de droit luxembourgeois, créée le 28 janvier 2005. La

société agit sous la supervision du Commissariat Aux Assurances à Luxembourg et son effectif au 31 décembre 2020 s'établit à 5 employés.

Cette filiale ne fait pas partie du périmètre de consolidation du Groupe EdRE (Europe) tel que défini précédemment.

2.2 FONCTIONS DE LA DIRECTION

La gestion journalière de la Banque à Luxembourg est confiée au Comité exécutif. Au 31 décembre 2020, ce dernier était composé comme suit :

M. Yves STEIN*

Directeur Général, Président (*Chief Executive Officer (CEO)*)

M. Stéphane PARDINI*

Directeur Général Adjoint, Vice-Président, Responsable Banque Privée

M. Marc CHALMEIGNÉ*

Directeur Opérations et IT (*Chief Operating Officer (COO)*)

M. Pierre VOOS*

Directeur Administratif (*Chief Administrative Officer (CAO)*)

M. Yann CURÉ*

Directeur Financier (*Chief Financial Officer (CFO)*)

Mme Estelle BRAHINSKI

Directrice des Ressources Humaines

M. Samuel GRAND

Chief Risk Officer (CRO)

M. Cédric LEYNON

Chief Compliance Officer (CCO)

(*) Membres de la Direction autorisée

Par décision du Conseil d'administration tenu le 3 mars 2020, Yann Curé a rejoint la Direction autorisée, approuvé par la CSSF le 8 avril 2020.

La Banque veille à ce que l'organe de direction soit composé du nombre suffisant de membres, regroupant l'ensemble des compétences techniques et expériences professionnelles adéquates à la nature, à l'échelle et à la complexité de ses activités et des risques inhérents. De plus, et afin de garantir la qualité et la transparence des débats au sein de l'organe de direction, la Banque veille à ce que la composition soit diverse, tant en matière de genre, que de culture et de génération. Ces critères sont pris en compte lors de la nomination de nouveaux membres au même titre que les critères de connaissances et d'expériences professionnelles.

Tout complément d'information sur l'organe de direction est disponible dans son intégralité sur demande auprès du Secrétariat Général.

2.3 FONCTION DE GESTION DES RISQUES CENTRALISÉE

Objectifs de la gestion des risques

En accord avec la circulaire CSSF 12/552, telle que modifiée, la Banque a séparé les fonctions de *Chief Risk Officer*, assumée par Monsieur Samuel Grand, et la responsabilité de la Gestion des Risques pour la Direction autorisée, assumée par Monsieur Yves Stein.

La fonction centralisée de gestion des risques est rattachée hiérarchiquement au *Chief Risk Officer* qui rapporte au Directeur Général.

L'existence de cette fonction dédiée s'inscrit dans une triple logique :

- ▶ Adapter le dispositif de gestion des risques à l'évolution des activités et des structures de la Banque ;
- ▶ Améliorer les processus, les méthodologies et les outils dédiés de la gestion des risques ;
- ▶ Conseiller le Comité exécutif, le Comité d'audit et des risques et le Conseil d'administration dans les domaines de la gestion des risques et de la planification des fonds propres.

Dans une logique d'efficacité et de transversalité, la Gestion des Risques est positionnée au cœur même du dispositif de contrôle et de gestion du Groupe. Ce positionnement lui permet, entre autres, d'avoir un accès direct aux différents organes de direction du Groupe, au Conseil d'administration ou encore à la Gestion des Risques de la maison mère.

Comité des risques

Le Comité des risques est un comité décisionnel constitué par le Comité exécutif de la Banque, destiné à identifier, au niveau de la Banque, la survenance, respectivement surveiller l'évolution des risques stratégiques, de liquidité, de marché, de crédit, opérationnels (y inclus informatiques et gestion pour compte de tiers), juridiques, de conformité et de réputation dans les limites fixées par le Conseil d'administration et dans le respect des exigences légales et réglementaires. Il peut être notamment consulté par le Comité exécutif pour toute question ou prise de décision.

Le Comité des risques contribue, par son action, à maintenir une vigilance permanente en matière de respect des règles de gestion des risques au sein de la Banque.

Eu égard à la nature et à l'étendue de sa mission, le Comité est constitué par neuf membres au moins dont la représentativité et les compétences permettent d'assumer les responsabilités et les tâches qui lui sont confiées et de fournir aux instances dirigeantes une vision globale des risques / opportunités potentielles de la Banque et de procéder à leur analyse et leur traitement.

Le Comité se réunit en principe de façon mensuelle et au minimum 10 fois par année. Durant l'année 2020, le Comité des risques s'est réuni 11 fois dont une fois par validation circulaire.

Information à destination de la direction

Les membres du Comité exécutif reçoivent hebdomadairement, mensuellement, trimestriellement ou annuellement un certain nombre de documents établis par la Gestion des Risques.

Le *Chief Risk Officer* est membre permanent du Comité exécutif, ce qui permet une remontée rapide des points ou problèmes importants liés aux risques, soit en séance hebdomadaire, soit directement aux membres du Comité exécutif.

Mensuellement, les procès-verbaux du Comité des risques sont remontés au secrétariat du Comité exécutif et cette remontée inclut les résultats des contrôles de 2^{ème} niveau.

De plus, les points jugés importants par les différents services de la Filière Risques font également l'objet d'une remontée au Comité des risques ainsi qu'au Comité exécutif à travers des cockpits mensuels. Ces points peuvent être relatifs aux incidents opérationnels, à l'état d'avancement du plan de Contrôle Interne ou les problématiques RSSI / DPO², les dépassements des limites constatés par le service des Risques Financiers ou encore les différentes demandes provenant des régulateurs.

Parallèlement, le *Chief Risk Officer* de la Banque intervient lors des points de situation entre le Comité exécutif EdR (Suisse) et le Comité exécutif EdR (Europe) où sont remontés les sujets importants.

Le rapport trimestriel sur les risques est revu et validé par le Comité exécutif avant envoi au Groupe EdR (Suisse). Il comprend l'état des fonds propres et des exigences réglementaires en matière de fonds propres, une analyse des risques de crédit (y inclus les Grands Risques),

² RSSI Responsable de la sécurité des systèmes d'information / DPO « Data Protection Officer ».

de marché, de taux d'intérêt et des risques opérationnels, ainsi que la synthèse trimestrielle sur les risques juridique, compliance et réputationnel.

Les rapports réglementaires ICAAP/ ILAAP³, le Plan de redressement lié à la directive BRRD⁴ ainsi que le rapport de synthèse de la fonction de gestion des risques sont soumis à la validation du Comité exécutif avant transmission au régulateur.

3 FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES

Les fonds propres prudentiels consolidés du Groupe EdR (Europe) sont calculés conformément aux exigences du Règlement (UE) n° 575/2013 (CRR) et à la partie relative aux fonds propres, articles 25 à 91.

Aucun obstacle significatif, actuel ou prévisible, en droit comme en fait, ne devrait empêcher le transfert rapide de fonds propres ou le remboursement rapide de passifs entre EdR (Suisse) et la Banque ainsi qu'entre la Banque et sa filiale EdRAM (Luxembourg).

La Banque étant une filiale détenue à 100%⁵ par EdR (Suisse), ce profil particulier permet d'envisager un temps d'activation très court et donc une efficacité forte dans le cas d'une recapitalisation interne.

Il en est de même entre la Banque et sa filiale EdRAM (Luxembourg).

3.1 FONDS PROPRES TOTAUX CONSOLIDÉS

Les fonds propres réglementaires du Groupe se composent exclusivement de fonds propres de base de catégorie 1 (Common Equity Tier 1 - CET1).

Le capital social de la Banque est intégralement versé et s'élève à 31,5 millions d'euros en 2020 ; il est constitué de 15.001 actions nominatives sans désignation de valeur nominale.

La Banque ne dispose ni de fonds propres additionnels de catégorie 1 ni de fonds propres de catégorie 2.

	<i>Montants en millions d'euros</i>	
	31.12.2020	31.12.2019
Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	218,0	194,7
- Capital libéré	31,5	31,5
- Réserves et ajustements des réserves	207,9	188,0
- Ajustements réglementaires	-21,4	-24,8
Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1)	0,0	0,0
Fonds propres de catégorie 2 (T2)	0,0	0,0
Total	218,0	194,7

³ Internal Capital Adequacy Assessment Process / Internal Liquidity Adequacy Assessment Process.

⁴ Bank Recovery and Resolution Directive.

⁵ Le titre EdR Europe qui était détenu par Privaco Family Office S.A. a été transféré à EdR (Suisse) en date du 31 mai 2020. À partir de cette date, EdR (Suisse) est actionnaire à 100% d'EdR (Europe).

3.2 DÉTAILS DES FONDS PROPRES DE BASE DE CATÉGORIE 1

	<i>Montants en millions d'euros</i>		
	EdR (Europe)	EdRAM (Luxembourg)	Total
Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) : Instruments et réserves (A+B+C)	244,95	-5,56	239,40
A. Fonds propres⁶	178,85	17,48	196,33
Capital	31,50	0,00	31,50
Réserve Légale	3,15	1,82	4,97
Réserves	144,20	15,66	159,86
B. Ajustements des réserves	66,55	-23,52	43,03
Première application des normes IFRS	23,46	0,00	23,46
Première application des normes IFRS9	48,19	-31,80	16,39
Impacts sur le compte de résultat de 2008 à 2019	-5,16	0,87	-4,30
Ajustement des réserves relatif au plan de pension de la succursale portugaise	0,05	0,00	0,05
Réintégration du dividende payé par EdRAM (Luxembourg) au titre de l'exercice 2019	0,00	7,42	7,42
C. Ajustements des autres éléments du résultat global accumulés	-0,45	0,48	0,03
Variation de juste valeur sur participation EdRAC (Europe)	0,03	0,00	0,03
Variation de juste valeur sur participation EdRAM (Luxembourg)	-0,48	0,48	0,00
Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) : Ajustements réglementaires (D)			
D. Ajustements réglementaires des CET1	-21,40	0,04	-21,36
Corrections de valeur découlant des exigences d'évaluation prudente	-0,16	0,04	-0,13
Immobilisations incorporelles (nettes des passifs d'impôt associés) (montant négatif)	-19,32	0,00	-19,32
Actifs d'impôt différé dépendant de bénéfices futurs et ne résultant pas de différences temporelles après déduction des passifs d'impôts associés	-1,92	0,00	-1,92
Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) : A+B+C+D	223,55	-5,52	218,03

⁶ Assimilation de certains postes Lux-Gaap aux Fonds propres IFRS.

4 EXIGENCES DE FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES

Dans le cadre de la troisième partie, « Exigences de fonds propres » du Règlement (UE) n° 575/2013 (CRR) précité, le Groupe doit calculer ses besoins en fonds propres réglementaires minimums pour couvrir les risques de crédit, de marché, opérationnels, d'ajustement de l'évaluation de crédit et de règlement livraison.

4.1 MÉTHODES APPLIQUÉES POUR L'ADÉQUATION DES FONDS PROPRES

Le Groupe a retenu les méthodologies réglementaires les plus appropriées à son organisation et ses activités, à savoir :

Typologie de risque	Méthodologie retenue
Risque de crédit	Approche standard
Risque de marché	Approche standard
Risque opérationnel	Approche standard
Risque d'ajustement de l'évaluation de crédit	Approche standard
Risque de règlement livraison	Non applicable

En outre, dans le cadre de la prise en compte de techniques d'atténuation du risque de crédit, le Groupe a choisi la méthode générale à l'exception des garanties personnelles pour lesquelles le Groupe utilise la méthode de substitution.

4.2 RATIOS DE SOLVABILITÉ CONSOLIDÉS

Conformément aux exigences du Règlement (UE) n° 575/2013 (CRR), le Groupe calcule un ratio de fonds propres consolidés total et un ratio de fonds propres consolidés de base.

Le tableau suivant résume les éléments constitutifs de ces deux ratios :

	Approche	31.12.2020	31.12.2019
Fonds propres consolidés éligibles (en millions d'euros)		218,0	194,7
Exigences minimales pour couvrir les risques (en millions d'euros)		74,9	75,9
- de crédit	Standard	48,8	49,3
- de marché	Standard	0,0	0,4
- opérationnels	Standard	25,3	25,9
- de règlement livraison	-	0,0	0,0
- d'ajustement de l'évaluation de crédit	Standard	0,8	0,4
Ratio de fonds propres consolidé total (%)		23,3	20,5
Ratio de fonds propres consolidé de base de catégorie 1 (%)		23,3	20,5

La CSSF prévoit que la Banque doit détenir sur base individuelle et consolidée :

- ▶ Un coussin de fonds propres réglementaires supérieur à 11,5%, à savoir 8% de fonds propres réglementaires et un coussin de fonds propres supplémentaire de 3,5%⁷ ;
- ▶ Un coussin de conservation de fonds propres de 2,5% ;

- ▶ Un coussin de fonds propres contracyclique (CCyB) (règlement CSSF 15-01) en prenant en compte les taux applicables pour chaque pays.

Le ratio de solvabilité réglementaire de la Banque est donc fixé à 14%⁸.

⁷ Sur base du courrier de la Commission de Surveillance du Secteur Financier en date du 9 octobre 2020.

⁸ Hors coussin de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement.

4.3 DÉTAILS DES EXIGENCES DE FONDS PROPRES PAR TYPOLOGIE DE RISQUE

Le tableau ci-après détaille les exigences de fonds propres réglementaires du Groupe par typologie de risque et par classe d'exposition aux 31 décembre 2020 et 2019.

Typologie de risque	Classe d'exposition / Méthode	Montants en millions d'euros			
		Actifs pondérés par le risque ⁹ (RWA)		Exigence de fonds propres	
		31 déc. 2020	31 déc. 2019	31 déc. 2020	31 déc. 2019
Risque de crédit	(Approche standard)	610,1	616,0	48,8	49,3
	<i>Administrations centrales et banques centrales</i>	0,0	0,0	0,0	0,0
	<i>Administrations régionales ou locales</i>	0,0	0,0	-	-
	<i>Entités du secteur public</i>	-	-	-	-
	<i>Établissements financiers</i>	142,0	106,7	11,3	8,5
	<i>Entreprises¹⁰</i>	316,0	366,0	25,3	29,3
	<i>Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier</i>	16,1	7,4	1,3	0,6
	<i>Parts d'organisme de placement collectif</i>	1,0	4,9	0,1	0,4
	<i>Actions</i>	50,6	61,1	4,0	4,9
	<i>Autres</i>	84,4	69,9	6,8	5,6
Risque de marché	(Approche standard)	0,0	4,9	0,0	0,4
	<i>Titres de créance négociés</i>				
	<i>Actions</i>				
	<i>Change</i>	0,0	4,9	0,0	0,4
	<i>Matières premières</i>				
Risque opérationnel	(Approche standard)	316,5	323,3	25,3	25,9
Risque de règlement livraison	(hors portefeuille de négociation)	0,2	0,1	0,0	0,0
Risque d'ajustement de l'évaluation de crédit	(Méthode standard)	10,2	4,9	0,8	0,4
Total		937,0	949,1	74,9	75,9

⁹ Après atténuation/substitution.

¹⁰ La classe d'exposition « Entreprises » est composée essentiellement des expositions sur la clientèle privée et de la clientèle des fonds d'investissement.

5 GESTION DES RISQUES ET ADÉQUATION DES FONDS PROPRES INTERNES

5.1 PRINCIPES GÉNÉRAUX EN MATIÈRE DE GESTION DES RISQUES

La notion de « gestion des risques » au sein du Groupe EdR (Suisse) est entendue au sens large, à savoir :

- ▶ l'identification des risques ;
- ▶ la mesure / évaluation des risques ;
- ▶ le suivi des risques, et ;
- ▶ le traitement des risques (réponses en fonction du type de risques identifiés et de leur importance).

Cette notion de gestion des risques reste pleinement applicable dans le cas d'une externalisation des activités à l'extérieur ou au sein du Groupe. Dans cette perspective, les entités du Groupe EdR (Suisse) et leurs employés, à quelque niveau hiérarchique que ce soit, doivent exercer leurs activités dans le respect de principes fondamentaux tels que la stricte conformité à l'ensemble des exigences légales, réglementaires et statutaires, internes, professionnelles et déontologiques qui sont applicables. C'est pourquoi, la *Politique des risques* du Groupe EdR (Suisse) encadre de manière très stricte le développement des diverses activités - notamment les opérations de marché et de crédit - en adéquation avec le niveau de tolérance aux risques du Groupe EdR (Suisse), tels que validé par le Conseil d'administration. Le Groupe EdR (Suisse) veille également à favoriser une structure financière liquide et dotée d'emplois offrant en moyenne une bonne cessibilité et maintient une vigilance accrue et circonstanciée sur les questions opérationnelles relatives à son activité de gestion de patrimoine, dans le plus grand respect de ses clients, de ses employés, des règles et des législations.

La politique de gestion des risques et d'adéquation des fonds propres du Groupe EdR (Europe) s'inscrit rigoureusement dans le cadre des politiques de risques et de gestion des fonds propres définies au niveau du Groupe EdR (Suisse). Conformément à cette politique, le Groupe EdR (Europe) assure la gestion des risques et l'adéquation des fonds propres à travers un cadre compréhensif de principes, une structure organisationnelle, des limites et des processus étroitement liés aux activités du Groupe et à la nature des risques auxquels il est ou pourrait être exposé.

En adéquation avec la circulaire CSSF 07/301 telle que modifiée subséquemment, et notamment par la circulaire CSSF 20/753, la politique de gestion des risques et d'adéquation des fonds propres fait l'objet d'un rapport annuel « Rapport sur le processus interne d'évaluation de l'adéquation des fonds propres internes » (« ICAAP¹¹ ») validé par le Conseil d'administration du Groupe EdR (Europe) et à destination de l'autorité de contrôle luxembourgeoise. Ce rapport participe au dialogue entre cette dernière et le Groupe, en matière de risques et d'adéquation des fonds propres.

Le rapport doit, entre autres, porter sur l'appréciation de l'ensemble des risques auxquels le Groupe est ou pourrait être exposé, leurs sensibilités à des scénarios de crise et leurs évolutions attendues à la lumière de la stratégie de développement du Groupe. Une fois les risques identifiés et quantifiés, le Groupe détermine le capital à mobiliser de manière prospective pour couvrir ses risques ou met en œuvre les procédures de gestion et de contrôle appropriées pour les risques, tels que le risque de liquidité, qui ne peuvent être couverts par du capital.

Ce dispositif d'évaluation interne est intégré dans les différents processus décisionnels et de gestion du Groupe à travers différents mécanismes comme les analyses de sensibilité à des scénarios de crise, ou des Comités tels que le Comité des crédits ou le Comité ALM¹².

La méthodologie adoptée par le Groupe EdR (Europe) pour quantifier les besoins en fonds propres internes se fonde principalement sur les exigences de fonds propres réglementaires du ratio de solvabilité (pilier I) augmentées de corrections prudentes telles que résultant de son processus interne d'évaluation de l'adéquation des fonds propres internes et notamment de la réalisation des tests d'endurance conduits dans le cadre de l'ICAAP.

Dans un souci permanent de pérennisation de ses activités et des intérêts de ses clients, le Groupe a développé un ensemble de scénarios de crise plausibles, combinant des chocs idiosyncratiques et systémiques.

Ces différents scénarios permettent au Groupe

¹¹ Internal Capital Adequacy Assessment Process.

¹² ALM : Assets and Liabilities Management.

de tester sa capacité de résistance aux chocs et de s'assurer qu'il dispose des fonds propres adéquats. Les hypothèses de ces différents scénarios de crise sont réévaluées régulièrement.

En outre, le Groupe réalise des tests de résistance inverses (« *reverse stress testings* »).

Dans le cadre du pilier II, en complément des risques sous le pilier I (décrits en section 4. Exigences de fonds propres réglementaires), le Groupe a donc également mis en place un processus d'identification, de quantification, de

gestion et de reporting de tous les risques auxquels il est ou pourrait être exposé.

Ces risques sont pour l'essentiel :

- ▶ Le risque de liquidité ;
- ▶ Le risque stratégique ;
- ▶ Le risque de réputation ;
- ▶ Le risque juridique ;
- ▶ Le risque de compliance ;
- ▶ Le risque conservateur ;
- ▶ Le risque macro-économique et réglementaire ;
- ▶ Le risque pays.

5.2 RISQUE DE CRÉDIT ET DE CONTREPARTIE

Définition du risque

Le risque de crédit et de contrepartie (collectivement, le « risque de crédit ») est défini comme le risque de dégradation de la qualité ou de défaillance d'une contrepartie amenant cette dernière à ne pas remplir ses obligations contractuelles vis-à-vis du Groupe.

Le risque de crédit couvrant un large spectre de sous-catégories de risques et d'activités, l'analyse de ce risque est structurée ci-après selon les deux grandes activités de crédit exercées par le Groupe ; à savoir l'activité de crédit à la clientèle et l'activité interbancaire.

Gestion du risque de crédit et de contrepartie

Activité de crédit à la clientèle

L'activité de crédit est un produit essentiel dans l'offre de produits et services à la clientèle tant privée qu'OPC (« Organisme de Placement Collectif »). La Banque a un degré de tolérance moyen pour les risques de crédit avec sa clientèle privée et sa clientèle institutionnelle.

Le département Crédits applique les règles en matière d'octroi, de suivi et de recouvrement des crédits et des engagements de la clientèle fixées par le Conseil d'administration d'EdR (Suisse) et détaillées dans sa *Politique des Risques*. La *Politique des crédits* du Groupe EdR (Europe) transpose directement la *Politique des Risques* du Groupe EdR (Suisse).

Tout crédit octroyé par le Groupe doit être collatéralisé par des sûretés financières répondant à des critères stricts en termes de diversification, de liquidité, de valorisation, de notation et de couverture géographique, ou par

des garanties autres (contrat d'assurance-vie / de capitalisation, garanties bancaires à première demande).

L'analyse de la qualité des collatéraux par attribution d'une valeur lombard ou équivalent-risque est réalisée par une cellule spécifique dépendant du département de Gestion des Risques. Chaque sûreté financière fait l'objet d'une analyse différenciée en fonction de la typologie d'actif et couvre un large spectre de critères.

Outre le fait de répondre à des critères d'éligibilité individuels, les sûretés financières et les garanties personnelles en couverture d'un crédit doivent aussi respecter des règles strictes en matière de diversification telles que l'absence de corrélation entre le débiteur et les sûretés / garanties personnelles ou encore un nombre minimum de collatéraux différents.

La transposition de cette politique rigoureuse amène la Banque à exiger une couverture excédentaire systématique dont le pourcentage varie en fonction du type de sûretés financières et/ou de garanties autres et du degré de diversification de ces dernières.

Cette politique prudente est renforcée par le dispositif de gouvernance mis en place, et ce, aux différentes étapes du cycle de vie des crédits avec un ensemble de contrôles réalisés par différents acteurs du Groupe, dont le Comité des crédits, pièce maîtresse du dispositif.

En ce qui concerne la clientèle OPC, les crédits que la Banque est susceptible d'octroyer se limitent exclusivement aux crédits de type « *bridge financing* », et plus rarement à l'émission de garanties bancaires, et aux opérations de change à terme. Un contrat cadre (ISDA et CSA¹³) est signé avec la clientèle OPC

¹³ ISDA : *International Swap and Derivatives Association* / CSA : *Credit Support Annex*.

et les appels de marge sont mis en place pour couvrir les expositions sur les opérations de changes soumises à la réglementation EMIR.

Activité interbancaire

L'appétence du Groupe pour le risque de crédit et de contrepartie des activités interbancaires est faible. Ces activités interbancaires, essentiellement des placements et des opérations de change à terme, n'ont pour objectif que l'accompagnement de la clientèle dans ses besoins.

La sélection des contreparties, réalisée en collaboration avec la maison mère, est basée sur des critères qualitatifs et quantitatifs en ligne avec les meilleures pratiques de marché.

Par ailleurs, le Groupe recourt de manière importante à des techniques d'atténuation du risque de crédit telles que les dépôts auprès de la Banque centrale du Luxembourg et/ou les accords-cadres de compensation (ISDA et CSA).

Afin de minimiser le risque de contrepartie des dépôts non-collatéralisés, la politique mise en œuvre par le Groupe vise à diversifier au maximum les contreparties par le biais de limites très faibles régulièrement mises à jour et d'une gestion dynamique de l'utilisation de ces limites en étroite collaboration avec sa maison mère.

Les limites sur les contreparties bancaires sont établies par la Filière Risques du Groupe EdR (Suisse), en cohérence avec les tolérances au risque définies par le Conseil d'administration de la maison mère.

Les limites par contrepartie bancaire sont également allouées par typologie d'instrument (dépôts interbancaires, dépôts fiduciaires, opérations de change à terme, garanties bancaires).

Elles font l'objet d'une revue régulière à l'initiative de la maison mère EdR (Suisse) ou sur demande de la Banque.

Utilisation de notations d'organismes externes d'évaluation du crédit

Dans le cadre de la quantification des besoins en fonds propres au titre du risque de crédit, les expositions au titre du risque de crédit sont pondérées selon l'approche standard en utilisant des pondérations forfaitaires ou des pondérations issues des notes externes des agences de notation Standard & Poor's, Fitch et Moody's.

La notation externe est utilisée pour les classes d'exposition suivantes :

- ▶ Administrations centrales et banques centrales ;
- ▶ Banques multilatérales de développement ;
- ▶ Organisations internationales ;
- ▶ Administrations régionales ou locales ;
- ▶ Entités du secteur public ; Établissements ;
- ▶ Entreprises.

Le tableau ci-dessous reprend la mise en équivalence des notations externes aux échelons de qualité de crédit utilisés par le Groupe.

Echelons de qualité de crédit	1	2	3	4	5	6
Notation Moody's	Aaa à Aa3	A1 à A3	Baa1 à Baa3	Ba1 à Ba3	B1 à B3	Caa1 et en-dessous
Notation Standard & Poor's	AAA à AA-	A+ à A-	BBB+ à BBB-	BB+ à BB-	B+ à B-	CCC+ et en-dessous

Expositions au risque de crédit et de contrepartie

Les expositions publiées dans les tableaux de cette section regroupent :

- ▶ Les montants nets des postes à risque de l'actif ;
- ▶ Les montants des postes d'engagement du hors-bilan ; à savoir la partie non-utilisée des lignes de crédit « *committed* » et les montants des garanties émises par la Banque au profit de tiers ;
- ▶ Le montant en équivalent-risque des opérations de change à terme.

Les tableaux ci-dessous reprennent le total des expositions réparti par classe d'exposition aux 31 décembre 2020 et 2019.

Dans ceux-ci, la catégorie «Entreprises» inclut la classe d'exposition « Entreprises », ainsi que les expositions sur la clientèle privée et les fonds d'investissement, mais aussi la classe d'exposition «Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier».

Expositions par classe d'exposition

31 DÉCEMBRE 2020

Classe d'exposition	Pondération %	Moyenne annuelle de la valeur exposée au risque brute	Valeur exposée avant atténuation /substitution	Valeur exposée après atténuation /substitution	Montants en millions d'euros	
					Actifs à risque pondérés	Exigences de fonds propres
Banques centrales	0	3 100,4	2 996,3	2 996,3	0,0	0,0
Administrations régionales ou locales	0	-	-	-	-	-
	20	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0
	100	-	-	-	-	-
Entités du secteur public	0	-	-	-	-	-
	20	-	-	-	-	-
	100	-	-	-	-	-
Établissements	2	-	-	-	-	-
	20	547,1	605,0	703,4	140,7	11,3
	50	1,2	2,3	2,3	1,2	0,1
	100	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0
	150	-	-	-	-	-
Entreprises	20	-	-	-	-	-
	35	39,7	64,0	46,0	16,1	1,3
	50	5,9	0,1	0,1	0,0	0,0
	70	0,0	0,0	77,3	54,1	4,3
	100	1 740,7	1 761,8	261,8	261,8	20,9
	150	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Organismes de placement collectif	100	1,6	1,0	1,0	1,0	0,1
Actions	100	22,8	22,8	22,8	22,8	1,8
	250	13,0	11,1	11,1	27,8	2,2
Autres expositions	0	0,2	0,3	0,3	0,0	0,0
	100	156,0	154,9	84,4	84,4	6,7
Total		5 629,5	5 620,1	4 207,2	610,1	48,8

31 DÉCEMBRE 2019

Montants en millions d'euros

Classe d'exposition	Pondération %	Moyenne annuelle de la valeur exposée au risque brute	Valeur exposée avant atténuation /substitution	Valeur exposée après atténuation /substitution	Actifs à risque pondérés	Exigences de fonds propres
Banques centrales	0	3 502,5	3 469,6	3 469,6	0,0	0,0
Entités du secteur public	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	20	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	100	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Établissements	2	46,8	9,3	9,3	0,2	0,0
	20	489,3	440,1	530,1	106,0	8,5
	50	0,6	0,8	0,8	0,4	0,0
	100	54,5	0,1	0,1	0,1	0,0
	150	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Entreprises	20	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	35	23,3	25,2	21,1	7,4	0,6
	50	0,5	0,3	0,3	0,1	0,0
	70	0,0	0,0	204,7	143,3	11,5
	100	1 600,0	1 575,0	222,6	222,6	17,8
	150	2,0	0,2	0,0	0,0	0,0
Organismes de placement collectif	100	2,7	4,9	4,9	4,9	0,4
Actions	100	21,4	21,0	21,0	21,0	1,7
	250	14,3	16,0	16,0	40,1	3,2
Autres expositions	0	4,1	0,0	0,0	0,0	0,0
	100	170,4	166,6	69,8	69,8	5,6
Total		5 932,8	5 729,1	4 570,4	616,0	49,3

Sont reprises en annexe, les répartitions des expositions au risque de crédit par classe d'exposition et :

- ▶ par échelon de qualité de crédit ;
- ▶ par zone géographique ;
- ▶ par secteur économique ;
- ▶ par maturité résiduelle.

Dépréciations et provisions sur les expositions au risque de crédit et de dilution

Dans le cadre de sa politique de dépréciation et de provisionnement des créances douteuses, le Groupe a mis en œuvre un dispositif d'identification, de quantification et de suivi de ces dernières. Un reporting spécifique est préparé mensuellement par le département des Crédits, sur base d'informations délivrées par le Département Finance, pour revue et validation par le Comité des crédits.

Toute créance faisant l'objet d'un retard de paiement et d'un manque de couverture par des collatéraux exprimés en valeur lombard (équivalent-risque) pourrait faire l'objet d'un provisionnement, après revue et validation par le Comité des Crédits.

Les revenus d'intérêts sur les crédits partiellement régularisés sont, par principe, intégralement constatés. Les arriérés d'intérêts ne font pas l'objet d'un traitement particulier lors de la détermination des provisions relatives aux crédits.

Le Groupe comptait en ses livres au 31 décembre 2020 un total de 52 créances peu significatives (montant total de 5,8 millions d'euros) considérées comme douteuses et ce montant a donc été provisionné. Sur ce montant, seule une provision sur capital concernant une créance douteuse importante a été comptabilisée (2,6 millions d'EUR).

S'y ajoutent les provisions pour les pertes de crédit attendues («*Expected Credit Losses*» - ECL) relatives à la norme IFRS9 pour 0,1 million d'EUR (montants peu significatifs répartis sur 103 clients au 31 décembre 2020, contre 0,2 million d'EUR et 111 clients au 31 décembre 2019).

Le tableau ci-dessous reprend l'évolution des créances et engagements en retard de paiement en 2020 et en 2019 :

Créances et engagements en retard de paiement	Montants en millions d'euros	
	31.12.2020	31.12.2019
Solde au 1er janvier	5,8	5,5
Reprise de provision	-0,1	0,0
Dotations	0,1	0,3
Balance	5,8	5,8

Le tableau ci-dessous reprend la répartition par zone géographique des corrections de valeur aux 31 décembre 2020 et 2019 :

Zone géographique	Montants en millions d'euros	
	31.12.2020	31.12.2019
Europe	5,5	5,5
Amériques	0,0	0,0
Reste du monde	0,2	0,3
Solde	5,8	5,8

Techniques d'atténuation du risque de crédit

Aux 31 décembre 2020 et 2019, l'impact des techniques d'atténuation du risque de crédit sur les expositions se présente comme suit :

Classe d'exposition	Montants en millions d'euros			
	Expositions avant atténuation / substitution		Expositions après atténuation / substitution	
	31.12.2020	31.12.2019	31.12.2020	31.12.2019
Administrations centrales et banques centrales	2 996,3	3 469,6	2 996,3	3 469,6
Administrations régionales ou locales	0,2	0,0	0,2	0,0
Établissements financiers	607,4	450,3	705,8	540,3
Entreprises	1 826,0	1 600,7	385,3	448,7
Organismes de placement collectif	1,0	4,9	1,0	4,9
Actions	33,9	37,0	33,9	37,0
Autres expositions	155,3	166,6	84,8	69,8
Total	5 620,1	5 729,1	4 207,2	4 570,4

Comme décrit dans les sections précédentes, la politique du Groupe en matière de gestion des risques est de maximiser l'utilisation des techniques d'atténuation du risque de crédit avec un recours systématique aux sûretés financières et aux garanties personnelles dans le cadre de l'activité de crédit à la clientèle.

Les garanties personnelles prises en considération dans le cadre des techniques d'atténuation du risque de crédit réglementaires se composent majoritairement de garanties bancaires à première demande émises essentiellement par des entités du Groupe, et ce, pour un montant total de 173,4 millions d'euros au 31 décembre 2020. Sont également prises en compte au titre de garanties personnelles les assurances-vie déposées à l'extérieur de la Banque dont le montant couvert est de 77,4 millions d'euros au 31 décembre 2020. Ces deux éléments sont traités selon la méthode de substitution.

Les sûretés financières reçues en collatéral par le Groupe dans le cadre des différentes techniques d'atténuation du risque de crédit sont diversifiées et de très bonne qualité. Le portefeuille de collatéraux ne présente pas de concentration de risques de marché ou de risque de crédit. Il est essentiellement constitué de liquidité, d'actions et d'obligations qui répondent aux critères d'éligibilité.

Pour les activités interbancaires, les techniques utilisées sont, entre autres, les dépôts réalisés auprès de la Banque centrale du Luxembourg ou encore les opérations de prise en pension¹⁴.

Les tableaux ci-après reprennent la répartition des dépôts interbancaires et auprès de contreparties centrales éligibles au 31 décembre 2020 et 2019 :

Dépôts interbancaires et auprès de contreparties centrales éligibles	Montant (en millions d'euros)		Montant (en pourcentage)	
	31.12.2020	31.12.2019	31.12.2020	31.12.2019
	Dépôts auprès de la Banque centrale du Luxembourg ¹⁵	2 939,8	3 443,2	83,5
Dépôts auprès des Banques centrales belge, espagnole et portugaise ¹⁶	41,8	6,9	1,2	0,2
Dépôts collatéralisés via des prises en pension ¹⁵	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts non-collatéralisés	537,0	416,4	15,3	10,8
Total	3 518,6	3 866,5	100,0	100,0

¹⁴ Le groupe a cessé d'utiliser la technique des opérations de prise en pension au cours du mois de décembre 2019.

¹⁵ Y inclus les réserves obligatoires.

¹⁶ Uniquement les réserves obligatoires.

S'agissant des opérations de change au comptant et à terme, la sélection des contreparties de marché et la définition de limites sont également réalisées sur base de critères très stricts. De plus, toute relation avec une contrepartie de marché est encadrée par des contrats ISDA et CSA, et des appels de marge quotidiens.

Ces contrats, étant reconnus comme des conventions de compensation et donc utilisés comme techniques d'atténuation du risque selon l'article 298 du règlement (UE) n° 575/2013, permettent notamment de calculer un coût de remplacement net résultant de la valeur de marché de l'ensemble des contrats couverts par un contrat de compensation établi avec une contrepartie.

Les instruments financiers dérivés de gré à gré utilisés par le Groupe se limitent aux contrats de change à terme et swaps de change, et ont un objectif exclusif de couverture du risque de change (couverture des opérations de change initiées par la clientèle).

En 2020, la prise en compte du risque de crédit de contrepartie afférent à ces instruments financiers est réalisée sur base de la méthode de l'évaluation au prix de marché, conformément à la réglementation en vigueur.

L'utilisation de techniques d'atténuation du risque de crédit de contrepartie permet au Groupe de réduire de 12% la valeur exposée au risque.

Les tableaux ci-dessous permettent d'apprécier l'exposition au risque de crédit de contrepartie de la Banque ainsi que l'impact des techniques d'atténuation sur ce dernier aux 31 décembre 2020 et 2019 :

	<i>Montants en millions d'euros</i>	
Instruments dérivés	31.12.2020	31.12.2019
Montant notionnel	5 565,6	6 306,0
Juste valeur positive brute	35,4	21,2
Exposition brute	59,2	44,5
Dont échéance < 1 an	29,9	28,4
Exposition nette	52,3	38,5
Actifs à risque pondérés	29,0	25,4
Exigences de fonds propres	2,3	2,0
Ajustement d'évaluation de crédit	31.12.2020	31.12.2019
Exposition brute	50,7	36,1
Montant total de l'exposition au risque	10,2	4,9
Exigences de fonds propres	0,8	0,4

5.3 RISQUE DE MARCHÉ

Définition du risque

Le risque de marché est défini comme le risque de perte découlant d'une évolution défavorable des paramètres de marché impactant négativement les positions du Groupe.

Le Groupe distingue trois catégories de risque de marché :

- ▶ Le **risque de change et métaux précieux**, résultant d'une évolution défavorable du cours de change d'une devise / métaux précieux et affectant la Banque en raison de la non-concordance entre ses actifs, ses passifs et ses engagements hors-bilan libellés en devises autres que la devise du capital ;
- ▶ Le **risque sur le portefeuille de négoce**, lié à l'évolution défavorable de la valeur des titres figurant dans le portefeuille de négoce (y compris les dérivés) de la Banque ;
- ▶ le **risque de taux d'intérêt** est le risque de perte qui résulte d'un mouvement défavorable des taux d'intérêts affectant le Groupe en raison de la non-concordance entre ses actifs, ses passifs et ses engagements hors-bilan portant sur des taux et des référentiels de taux d'intérêt non-congruents.

Gestion du risque de marché

Les trois catégories de risque de marché font l'objet d'une politique de gestion très prudente du Groupe par le biais de limites strictes et d'un dispositif de contrôles quotidiens.

▶ Risque de change et métaux précieux

La Banque n'est autorisée à avoir que de faibles positions pour compte propre, souvent réduites à des opérations au comptant ou opérations à terme et à des swaps cambistes, le plus souvent sur des maturités courtes. La Trésorerie n'a pas pour politique de prendre des positions de change par transformation des devises.

Il en est de même pour la question des métaux précieux, la Banque effectuant principalement ces opérations pour le compte de la clientèle ; elle peut cependant être amenée à détenir pour compte propre des positions sur ces métaux.

Cette politique se traduit par une limite très stricte suivie quotidiennement.

Au 31 décembre 2020, les exigences de fonds propres réglementaires sont nulles.

En complément du Pilier I, le Groupe EdR (Europe) réalise des tests d'endurance dans le cadre de son rapport ICAAP.

▶ Risque sur le portefeuille de négoce

Concernant les risques sur le portefeuille de négoce, la Banque est également peu active en matière de négoce pour compte propre de valeurs mobilières et peut être autorisée à investir une faible partie de ses fonds propres dans des valeurs faisant l'objet de critères d'éligibilité élevés.

Cette politique se traduit par une limite très stricte suivie de façon hebdomadaire.

Au 31 décembre 2020, les exigences de fonds propres réglementaires sont nulles.

En complément du Pilier I, le Groupe EdR (Europe) réalise des tests d'endurance dans le cadre de son rapport ICAAP.

▶ Risque de taux d'intérêt

En ce qui concerne le risque de taux d'intérêt, la Banque privilégie le respect de ses engagements vis-à-vis de sa clientèle au détriment de la maximisation de sa marge d'intérêt. La Banque accepte toutefois la transformation d'échéances par la constitution de portefeuilles d'investissement et par son activité de crédits à la clientèle (sans refinancement concordant).

Le risque de taux d'intérêt est analysé et fait l'objet de limites de manière scindée entre les positions impactant le résultat et celles impactant uniquement la valeur économique des fonds propres.

Le risque de taux d'intérêt est suivi au travers de l'impact d'une simulation de la variation parallèle de la courbe des taux d'intérêt de 200 points de base sur la valeur des fonds propres économiques (sans impact sur le résultat), dont la limite est fixée dans la *Politique des Risques* de la Banque.

En complément des tests d'endurance mensuels en matière de taux d'intérêt définis en interne, la Banque répond aux exigences de la circulaire CSSF 08/338 telle que modifiée par la 20/762.

Expositions sur actions du portefeuille hors négociation

Le portefeuille de la Banque est réparti dans deux catégories distinctes en accord avec la norme IFRS9 :

- ▶ actifs financiers hors négociation désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat (ci-après FVP&L) ;
- ▶ actifs financiers à la juste valeur par le résultat global (ci-après FVOCI).

70% de la valeur de marché totale du portefeuille est représentée par la participation dans la société Cobehold S.A. et 26% par l'obligation émise par Edmond de Rothschild (France) (ci-après « EdR (France) ») détenue par EdRAM (Luxembourg).

Les autres positions sont peu matérielles et ne font que rarement l'objet de mouvements, mis à part le stock de parts de fonds détenu par EdRAM (Luxembourg) qui se doit d'être le reflet de l'éventail des fonds que la société propose aux clients de la Banque.

Le tableau suivant reprend les principaux éléments constitutifs du portefeuille au 31 décembre 2020 :

Détenteur	(En millions d'euros)	Coût achat	Valeur de marché	Résultat latent
	FVP&L	27.8	46.4	18.5
EdR (Europe)	<i>dont Cobehold</i>	<i>13.9</i>	<i>32.9</i>	<i>19.0</i>
EdRAM (Luxembourg)	<i>dont obligation émise par EdR (France)</i>	<i>12.0</i>	<i>12.0</i>	<i>0.0</i>
EdRAM (Luxembourg)	<i>dont parts de fonds</i>	<i>0.6</i>	<i>0.7</i>	<i>0.0</i>
	FVOCI	0.1	0.5	0.4
EdR (Europe)	Edmond de Rothschild Assurances et Conseils	0.1	0.5	0.4
	Total	28.0	46.9	18.9

5.4 RISQUES OPÉRATIONNELS

Définition du risque

Le Groupe utilise la définition donnée par la circulaire FINMA 2008/21 «Risques opérationnels-banques» :

«En vertu de l'art. 89 OFR¹⁷, les risques opérationnels sont définis comme étant «le risque de pertes provenant de l'inadéquation ou de la défaillance de procédures internes, de personnes, de systèmes ou suite à des événements externes». Cette définition inclut l'ensemble des risques juridiques et de compliance¹⁸, dans la mesure où ils représentent une perte financière directe, c'est-à-dire, y compris les amendes d'autorités de surveillance ou d'autres autorités.»

Concernant l'externalisation de fonctions essentielles, toute externalisation d'une fonction essentielle au sein d'une entité du Groupe doit faire l'objet d'un accord de principe du Comité exécutif et du Conseil d'administration EdR (Suisse). Les entités du Groupe externalisant

certaines fonctions essentielles disposent d'un cadre réglementaire interne et d'une gouvernance appropriée pour approuver localement l'externalisation et surveiller les activités déléguées au prestataire en conformité avec les principes du Groupe.

Conformément à la circulaire CSSF 12/552 telle que modifiée, les risques liés à la sous-traitance sont intégrés dans la gestion des risques opérationnels. Toute nouvelle sous-traitance envisagée par la Banque fait l'objet d'une évaluation approfondie des risques liés sur le plan des risques opérationnels, mais également des risques financiers, juridiques, légaux et de réputation. Cela est décrit dans la *Politique de sous-traitance générale et IT* qui fait également état du monitoring et de la surveillance à appliquer en la matière.

¹⁷ Ordonnance de fonds propres

¹⁸ Les risques juridiques et de compliance sont inclus lorsque ceux-ci proviennent d'un dysfonctionnement opérationnel.

Pour des raisons de simplicité dans leur analyse et leur gestion, le Groupe a retenu la classification des événements de pertes prévue par le Comité de Bâle et présentée ci-dessous :

Types d'événements de pertes prévus (Catégories Bâle)	Définition
1. Fraude interne	Pertes liées à des actes visant à commettre une fraude ou un détournement d'actif ou à enfreindre une réglementation, une loi ou des règles du Groupe.
2. Fraude externe	Pertes liées à des actes de tiers visant à commettre une fraude ou un détournement d'actif ou à enfreindre la loi.
3. Pratiques en matière d'emploi et de sécurité du travail	Pertes liées à des actes contraires aux dispositions législatives et conventions en matière d'emploi, de santé ou de sécurité, à la réparation de préjudices corporels ou à des cas de discrimination sanctionnables en vertu d'une loi ou d'un règlement ou de tout harcèlement sexuel ou moral.
4. Clients, produits et pratiques commerciales	Pertes liées à un manquement, non-délibéré ou par négligence, à une obligation professionnelle envers un client donné, ou à la nature ou aux caractéristiques d'un produit.
5. Dommages aux actifs corporels	Pertes liées à la perte ou à l'endommagement d'actifs matériels résultant d'une catastrophe naturelle ou d'autres événements.
6. Interruptions de l'activité et dysfonctionnements des systèmes	Pertes liées à une interruption de l'activité ou au dysfonctionnement d'un système.
7. Exécution, livraison et gestion des processus	Pertes liées aux défaillances du traitement des transactions ou de la gestion des processus et aux relations avec des contreparties commerciales et les vendeurs.

Gestion des risques opérationnels

Au sein du Groupe, la gestion du risque opérationnel fait partie intégrante des fonctions de management et repose sur un dispositif global basé sur l'identification – notamment par une cartographie circonstanciée – et l'évaluation des risques, la mise en place de plans d'action pour les maîtriser et la gestion active des incidents avérés. Dans cette perspective, le Groupe a fait le choix de déclarer tous les incidents opérationnels, qu'ils aient un impact financier positif ou négatif et sans montant minimum, et affirme ainsi sa volonté d'aller au-delà de la notion de perte financière pour avoir une vue globale sur les incidents pour intervenir également sur les incidents à faible coût mais à forte récurrence.

Le Groupe use d'une politique visant à atténuer et à contrôler les risques opérationnels auxquels il fait ou pourrait faire face.

En adéquation avec la circulaire FINMA 2008/21 « risques opérationnels – banques », le Groupe a mis en place un concept cadre sur la gestion des risques opérationnels, dont la dernière version a été validée par le Conseil d'administration d'EdR (Suisse) du 17 décembre 2020, et dont la version transposée a été approuvée par le Conseil d'administration d'EdR (Europe) le 2 mars 2021.

En plus d'une tolérance globale aux risques opérationnels, le Groupe a souhaité déterminer un appétit au risque en fonction des types de risques opérationnels en lien avec le concept cadre sur la gestion des risques opérationnels de la Banque. Le concept cadre se décline en fonction des 15 catégories définies par le Groupe, appelées «risques opérationnels essentiels» (ROE) et déterminées conjointement avec les autres entités du Groupe Edmond de Rothschild (EdR (France) et EdR (Suisse)) dans le cadre de l'application des exigences de la circulaire FINMA 2008/21 « Risques opérationnels-banques ». Elles regroupent l'ensemble des catégories et sous-catégories balisées de gestion des risques opérationnels.

A l'instar du Groupe EdR (Suisse), EdR (Europe) a mis en place des principes de gestion des risques opérationnels qui visent à :

- ▶ identifier, mesurer et surveiller les risques opérationnels inhérents aux activités, à l'organisation et aux processus qui les sous-tendent ;
- ▶ prendre en compte et évaluer les contrôles mis en place en tant que mesures de prévention et/ou de détection des risques opérationnels ;
- ▶ concevoir et mettre en œuvre les plans d'action nécessaires à l'atténuation des risques opérationnels ;

- ▶ développer des indicateurs de risque permettant le suivi et la mesure des risques opérationnels ; et
- ▶ instaurer des mécanismes de production de rapports propres à contribuer à une gestion proactive des risques opérationnels.

Le dispositif de gestion des risques opérationnels bénéficie de trois outils principaux harmonisés à travers le réseau EdR à des fins de surveillance consolidée :

- ▶ l'exécution de *Risk Control Self Assessments* (RCSA) permettant une analyse des risques identifiés et des contrôles afin de réduire le niveau de risque inhérent à un niveau de risque résiduel tolérable, tout en sensibilisant les acteurs de première ligne de défense sur leurs responsabilités à cet égard (*Risk Ownership*) ;
- ▶ la gestion des incidents opérationnels (identification, analyse, qualification, mitigation, reporting et suivi de la mise en place effective des plans d'actions définis avec les Métiers, sachant que tous les incidents opérationnels, avec ou sans impact financier, sont déclarés) ;
- ▶ la gestion des *Key Risk Indicators* (définition, remontée par les Métiers et Fonctions de contrôle responsables, analyse, reporting et suivi des plans d'actions éventuellement nécessaires pour maintenir endéans les seuils de tolérance définis).

Par ailleurs, le Plan de Continuité d'Activité de la Banque est sous la responsabilité du *Business Continuity Manager*. Cette fonction est cumulée avec celle de Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information et *Data Protection Officer*. La gouvernance en matière de gestion de la continuité d'activité et de gestion de crise inclut un Comité BCP qui se réunit périodiquement. Conformément à la Circulaire CSSF 12/552 telle que modifiée, la Banque s'est dotée en 2014 d'une politique de continuité des activités. Celle-ci a été validée par le Comité exécutif et par le Conseil d'administration. La politique s'inspire des bonnes pratiques en vigueur, notamment de la norme ISO 22301:2012.

En cas d'indisponibilité de l'un ou plusieurs de ses bâtiments, la Banque a mis en place un plan de secours global. Ce plan couvre les activités critiques de la Banque et a pour objectif la reprise de ses activités dans un délai raisonnable sur le site de repli. Les délais et points de reprise sont basés sur des analyses d'impact métier de toute perturbation des activités selon les scénarios d'indisponibilité des immeubles, de défaillance d'un prestataire essentiel, de panne informatique ou de pandémie.

Depuis le 4^{ème} trimestre 2020, un déménagement des collaborateurs de la Banque a été effectué vers le bâtiment DYAPASON. Un groupe de travail (en collaboration avec le *Business Continuity Manager*) a été mis en place pour identifier un prestataire externe de position de repli. Un appel d'offre a été envoyé aux différents prestataires sélectionnés fin novembre 2019.

Fin 2020, la sélection du prestataire n'était pas encore finalisée suite à la crise de la COVID-19. Des positions de repli seront réservées afin de pallier une indisponibilité du bâtiment DYAPASON en 2021 et permettre aux collaborateurs indispensables de venir travailler sur un site de repli, en considérant qu'en 2021 les autres collaborateurs pourront travailler en télétravail (contexte pandémique). Ce nombre sera réévalué une fois que les conséquences de la crise de la COVID-19 quant au mode de fonctionnement en télétravail au Luxembourg seront revues.

Chaque poste de travail standard occupé par un collaborateur est équipé d'un bureau, d'un ordinateur et d'un téléphone. Les postes de travail non occupés en permanence doivent être équipés d'un écran, voire d'un téléphone pour être entièrement opérationnels. Le Plan de Continuité des Activités d'EdR (Europe) / EdRAM (Luxembourg) prend en compte les succursales Belgique, Espagne, Portugal, EdRAC (Europe).

Des tests du plan de continuité d'activité sont menés régulièrement et couvrent les activités critiques. En complément du site de repli utilisateur, une solution d'accès à distance a été mise en place. Elle permet l'accès au bureau de travail informatique habituel en cas de déclenchement du Plan de Continuité d'Activité comme mis en place depuis le début de la crise sanitaire de la COVID-19.

5.5 RISQUE DE LIQUIDITÉ

Définition du risque

Le risque de liquidité correspond au risque que la Banque ne soit pas en mesure de satisfaire ses besoins en flux de trésorerie et en sûretés, présents et futurs, attendus et inattendus, sans nuire à ses opérations journalières ou à sa situation financière.

La Banque a un degré de tolérance moyen pour le risque de liquidité dans la mesure où elle n'a pas pour objectif de tirer profit de son rôle de transformation d'échéance et de s'exposer de manière importante au risque de liquidité. Elle adopte une attitude prudente dans la gestion de sa trésorerie en choisissant des contreparties de qualité, des échéances de courte durée et des limites correspondantes. Elle privilégie le respect de ses engagements vis-à-vis de la clientèle, tant en situation normale que de crise, et recherche la concordance de ses ressources et de ses emplois, tant sur leur durée que sur leur échéance.

Gestion du risque de liquidité

Le processus de pilotage et de surveillance des risques intègre un système de mesure destiné à identifier, quantifier et limiter les risques de liquidité. Cela implique :

- ▶ L'établissement d'une vue d'ensemble des liquidités sur des périodes de différentes durées adaptées à la situation, incluant une comparaison des entrées et des sorties de trésorerie prévues ;
- ▶ La détention d'une réserve de liquidités constituée d'actifs de haute qualité, non grevés et liquides de façon à se prémunir contre toute détérioration de la situation en matière de liquidités et pouvant survenir à court terme.

Le processus de pilotage et de surveillance des risques comprend :

- ▶ Un système de limites et des contrôles calibrés en fonction de la tolérance définie au risque de liquidité ;
- ▶ Un plan d'urgence (« Contingency Funding Plan » ou CFP) tenant compte des résultats des tests de résistance ;
- ▶ Des systèmes informatiques et des collaborateurs qualifiés permettant d'assurer la mesure, la surveillance et la communication en temps approprié des positions de liquidités en regard des limites fixées.

Dans le cadre de la gestion locale du risque de liquidité, le Comité ALM de la Banque a pour responsabilité de définir et de suivre la stratégie de liquidité et de la gestion actif/passif, en lien avec le Comité ALM Groupe EdR (Suisse), et d'élaborer, vérifier et mettre à jour le CFP local et de le remonter au niveau du Groupe EdR (Suisse).

Le comité se réunit au moins une fois par trimestre et est présidé par le Chief Financial Officer.

Sur le plan de la gouvernance, la Trésorerie est en charge de la gestion courante de la trésorerie et du respect des limites. Les limites de liquidité définies dans la *Politique des Risques* de la Banque sont également suivies quotidiennement par les Risques Financiers.

Des tests d'endurance sont réalisés tous les mois par les Risques Financiers afin de s'assurer que la Banque dispose, pour les principales devises avec lesquelles elle traite, d'un niveau adéquat d'actifs liquides pour couvrir ses besoins sur une période de 30 jours calendaires en cas de retraits massifs des fonds de la clientèle.

Le résultat du test d'endurance est remonté à minima sur base trimestrielle au Comité exécutif ainsi qu'au Groupe EdR (Suisse).

Dans le cadre des exigences réglementaires en matière de liquidités, la Banque procède au calcul du « Liquidity Coverage Ratio » (LCR) et du « Net Stable Funding Ratio » (NSFR), et le soumet respectivement sur base mensuelle et trimestrielle à la CSSF.

Au 31 décembre 2020, le LCR et le NSFR du Groupe EdR (Europe) sont respectivement de 133,6% et de 219,3% ; au-dessus des exigences réglementaires fixées de 100%.

Le suivi de ces ratios est assuré par le Comité exécutif, en relation avec les filières Finance et Risques, et par le Comité ALM.

Le tableau suivant résume les éléments constitutifs du LCR en 2020.

<i>Montants en millions d'euros</i>	Valeur totale non pondérée (moyenne)	Valeur totale pondérée (moyenne)
LCR	31.12.2020	31.12.2020
ACTIFS LIQUIDES DE QUALITÉ ÉLEVÉE (HQLA)		
Total des actifs liquides de qualité élevée (HQLA)		2 942,07
SORTIES DE TRÉSORERIE		
Dépôts de la clientèle de détail et dépôts de petites entreprises clientes, dont :	1 030,43	206,09
<i>Dépôts stables</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
<i>Dépôts moins stables</i>	<i>1 030,43</i>	<i>206,09</i>
Financements de gros non garantis	3 039,51	2 386,76
<i>Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et dépôts dans des réseaux de banques coopératives</i>	<i>448,64</i>	<i>112,16</i>
<i>Dépôts non opérationnels (toutes contreparties)</i>	<i>2 590,87</i>	<i>2 274,60</i>
Sorties supplémentaires	27,16	27,16
Autres obligations de financement contractuelles	249,28	211,46
Autres produits et services	595,23	9,53
TOTAL SORTIES DE TRÉSORERIE		2 841,00
ENTRÉES DE TRÉSORERIE		
Opérations de prêt garanties (par exemple, prises en pension)	0,00	0,00
Entrées provenant d'expositions pleinement performantes	744,52	635,45
Autres entrées de trésorerie	3,20	3,20
TOTAL ENTRÉES DE TRÉSORERIE		638,65
VALEUR AJUSTÉE TOTALE		
TOTAL SORTIES DE TRÉSORERIE NETTES		2 202,35
RATIO DE COUVERTURE DES BESOINS DE LIQUIDITÉ		134%

Niveau de charges grevant des actifs

Conformément au principe de proportionnalité défini dans le règlement (UE) 2015/79 modifiant le règlement (UE) 680/2014¹⁹, EdR (Europe) n'est pas soumise aux exigences de déclaration détaillées applicables aux établissements de grande taille.

Le niveau de charges grevant des actifs d'EdR (Europe) au 31 décembre 2020 est de 1,4% et est

constitué des éléments suivants :

- ▶ Les actifs grevés sont :
 - Réserves Banque Centrale ;
 - Montants déposés en garantie par EdR (Europe) auprès de contreparties externes pour opérations sur changes.
- ▶ EdR (Europe) n'a pas de sûretés grevées.

	Montant (en millions d'euros)
Total des actifs de l'établissement	64,7
Valeur comptable des actifs grevés	64,7
Juste valeur des sûretés grevées	0,0
Total actifs et sûretés	4 704,2
Valeur comptable des actifs	4 704,2
Juste valeur des sûretés	0,0
Ratio de charge des actifs (%)	1,4%

¹⁹ Règlement (UE) 2015/79 modifiant le règlement (UE) 680/2014 définissant des normes techniques d'exécution en ce qui concerne l'information prudentielle à fournir par les établissements, conformément au règlement (UE) no 575/2013, en ce qui concerne les charges grevant des actifs, le modèle de points de données unique et les règles de validation.

6 RATIO DE LEVIER

Le ratio de levier est calculé conformément au règlement délégué (UE) 2015/62 et est égal au montant des fonds propres divisé par le montant de l'exposition totale de l'établissement, et est exprimé en pourcentage.

Le ratio de levier du groupe est directement lié à l'évolution du bilan et varie donc en fonction des dépôts de liquidités de la clientèle.

Au 31 décembre 2020, le ratio de levier se situe à 4,4% et est au-dessus de la limite réglementaire de 3%.

Le tableau suivant résume les éléments constitutifs de ce ratio et son évolution entre 2019 et 2020.

	<i>Montants en millions d'euros</i>	
	31.12.2020	31.12.2019
VALEURS EXPOSÉES AU RISQUE		
Expositions aux opérations de financement sur titres conformément à l'article 429 (5) et 429 (8) du CRR	0,0	0,0
Dérivés	59,2	44,5
Facilités de découvert	168,7	124,7
Autres éléments du hors-bilan	65,6	84,3
Autres actifs	4 647,6	4 887,4
AJUSTEMENTS DES FONDS PROPRES/ RÉGLEMENTAIRES		
Catégorie 1, Définition définitive	218,0	194,7
Catégorie 1, Définition transitoire	218,0	194,7
Ajustements réglementaires, Définition définitive	-21,4	-24,8
Ajustements réglementaires, Définition transitoire ²⁰	-3 003,0	-24,8
RATIO DE LEVIER (%)		
Définition définitive	4,4	3,8
Définition transitoire	11,3	3,8

²⁰ Au 31 décembre 2020, les ajustements réglementaires dans le cadre de la définition transitoire sont dus intégralement à l'exclusion des dépôts en banques centrales.

7 POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION

La Politique de Rémunération (ci-après la « Politique »), telle que présentée ci-après, a été validée par le Conseil d'administration d'EdR (Europe) le 3 mars 2020. Elle est disponible dans son intégralité sur demande auprès du département des Ressources Humaines et publiée sur Intranet.

La Politique est applicable à la Banque et à ses succursales. Les principes de cette Politique sont appliqués mutatis mutandis à ses filiales de la Banque. Cependant Edmond de Rothschild Asset Management (Luxembourg) (ci-après la société de gestion ou EdRAM (Luxembourg)) et Edmond de Rothschild Assurances et Conseils (Europe) (ci-après la société d'assurances, ou EdRAC (Europe)) disposent d'une politique de rémunération propre en accord avec la Politique de la Banque et répondant aux exigences réglementaires des sociétés de gestion, respectivement des sociétés d'assurances.

Les politiques telles que définies s'appliquent à l'ensemble du personnel, incluant les administrateurs indépendants.

Conformément aux exigences de la loi sur le secteur financier (LSF) Article 38-5 (a) et (b), la Politique vise à maintenir une gestion saine et efficace des risques et ne conduit pas à une prise de risque excessive. La Politique est aussi alignée sur la stratégie de la Banque / Société de Gestion, ses objectifs, ses valeurs et ses intérêts à long terme, tels que les perspectives de croissance durable.

La Politique respecte aussi la protection des clients et des investisseurs lors de la prestation de services conformément à la Circulaire CSSF 14/585. En outre, les principes de la Politique de Rémunération s'assurent que la structure de rémunération, l'évaluation des performances et la communication du processus d'évaluation, ainsi que les mesures adoptées lors du lancement de nouveaux produits ou de nouveaux services ne posent pas de risque en matière de conflits d'intérêts.

La Banque, la société de gestion et la société d'assurances, conformément aux exigences réglementaires, ont réalisé, en impliquant les départements Risques, Compliance et Ressources Humaines, une analyse de risques détaillée afin d'identifier les personnes dont les activités professionnelles sont susceptibles d'avoir un impact significatif sur le profil de risque de la Banque (« *identified staff* » et « *material risk taker* »).

La Banque a décidé d'appliquer le principe de proportionnalité au niveau de l'établissement conformément à la Circulaire CSSF 11/505 Chapitre I, suite à la réalisation d'une auto évaluation sur son profil de risque, son appétit au risque et à sa stratégie en lien avec les politiques et les pratiques conformément aux guidelines de l'EBA. D'un point de vue quantitatif, sur base de la Circulaire 11/505, Edmond de Rothschild (Europe) se situe au-dessous du seuil de référence de 5 milliards d'euros concernant la somme de bilan et est en deçà de l'exigence globale de fonds propres de 125 millions d'euros en base 100%.

Dès lors, et conformément au paragraphe (5) de la Circulaire CSSF 11/505, la Banque neutralise l'ensemble des exigences suivantes au niveau de l'établissement :

- ▶ L'octroi d'une partie de la rémunération variable sous forme d'instruments financiers ;
- ▶ La politique de rétention ;
- ▶ Le report d'une partie de la rémunération variable.

La Banque a cependant choisi de ne pas neutraliser la création d'un comité de rémunération et l'ajustement ex post aux risques.

La société de gestion n'applique pas le principe de proportionnalité au niveau institutionnel compte tenu de sa taille, des OPCs qu'elle gère ou administre, de son organisation interne en tant que société de gestion de fonds UCITS et AIFs et de la nature, du champ d'application et de la complexité de celles-ci, mais a décidé d'appliquer le principe de proportionnalité au niveau individuel.

Pour la détermination et le suivi de la Politique de Rémunération, le Conseil d'administration s'appuie sur les recommandations du Comité de rémunération, constitué en son sein et composé d'au moins trois administrateurs, dont, au minimum, deux administrateurs externes et un administrateur indépendant. Le Comité de rémunération se réunit aussi souvent que les affaires l'exigent, mais au moins une fois par an dans le courant du premier trimestre de l'année. Le comité de rémunération est responsable des décisions concernant les rémunérations, en particulier celles qui ont des répercussions sur le risque. Le Conseil d'administration délègue au Comité exécutif la responsabilité de mettre en place la Politique de Rémunération et les procédures y associées.

Chaque année, le Président du Comité exécutif valide, en concertation avec les autres membres du Comité exécutif, le montant total des rémunérations variables des employés.

Le Président du Comité exécutif présente au Comité de rémunération les propositions de rémunération des membres du Comité exécutif et des personnes responsables des fonctions de contrôle, à l'exception de celle le concernant personnellement. Le Comité de rémunération établit une proposition de rémunération pour le Président du Comité exécutif et, après délibération, présente les propositions de rémunération du Comité exécutif et des personnes responsables des fonctions de contrôle au Conseil d'administration qui statue, les administrateurs en charge de la gestion journalière s'abstenant au moment du vote.

Un rapport de cet examen est adressé au Conseil d'administration et une copie de ce rapport est tenue, sur leur demande expresse, à la disposition de la Commission de Surveillance du Secteur Financier et du Réviseur d'entreprises.

Le Conseil d'administration est informé, à sa demande, des rémunérations totales des personnes visées par la Politique de Rémunération.

La Politique de Rémunération décrit les principes de base de la rémunération avec indication de la relation entre rémunération et prestation, en ce compris les critères d'évaluation de la prestation de travail et à l'importance relative des différentes composantes de la rémunération.

Les principes de base de la rémunération tels que décrits dans la Politique se résument comme suit :

- ▶ promouvoir autant la performance que le développement de l'ensemble du personnel ;
- ▶ offrir des perspectives de rémunération générale compétitives qui permettent à la Banque d'attirer, de garder, de motiver et de récompenser le personnel indispensable à la direction et à la gestion performante et efficace d'une banque à vocation internationale ;
- ▶ encourager le personnel à agir comme membre d'une équipe, à partager la réussite générale de la Banque tout en continuant d'assumer leur rôle et leurs responsabilités à titre individuel ;
- ▶ centrer l'attention sur les facteurs de réussite cruciaux pour le développement des activités de la Banque dans le respect de ses intérêts à court, moyen et long terme ;
- ▶ maintenir et renforcer la performance en liant directement la rémunération variable

à la réalisation d'objectifs de performance individuels et collectifs ambitieux et au respect des valeurs du Groupe Edmond de Rothschild ;

- ▶ appliquer au système de rémunération une gouvernance d'entreprise saine ainsi qu'une stricte conformité aux procédures, règlements internes, législation sociale et standards du secteur financier.

La rémunération des collaborateurs impliqués dans la gestion journalière comprend une part fixe et une part variable. La composition et le montant de la rémunération totale sont réexaminés chaque année, en veillant à un juste équilibre entre ses composantes.

La part fixe (salaire de base) est composée d'une rémunération de base mensuelle majorée d'une allocation dite de « treizième mois » et est payée mensuellement. La partie fixe est déterminée en fonction des responsabilités et de l'expérience de l'employé et non pas de la performance.

D'autres avantages, dont le plus courant concerne le régime complémentaire de pension (Pilier II), peuvent être accordés. La part fixe est réexaminée chaque année mais n'est pas forcément modifiée. L'augmentation de la rémunération fixe, ainsi que les décisions relatives à la promotion des collaborateurs, prend en compte leur performance en matière de risque et de compliance.

La part variable est fonction de la satisfaction de tous les objectifs fixés en termes de performance durable et ajustée. Le niveau de rémunération variable varie selon les performances du Groupe, de la Banque / de la société de gestion / de la compagnie d'assurance des équipes et des performances individuelles du collaborateur.

L'évaluation des performances prend en compte des critères financiers et non-financiers. En outre, l'évaluation est faite sur plusieurs années afin de garantir que cette évaluation porte bien sur les performances à long terme. La Banque / La société de gestion / La société d'assurances prend en considération tous les risques actuels et futurs pour définir la rémunération variable. Pour ce faire, la Banque utilise les méthodes d'estimation de risque interne comme l'ICAAP, qui tient compte des risques au niveau de l'institution, des départements et des employés.

Les propositions de rémunération variable sont en outre soumises à des tests de cohérence effectués par les Ressources Humaines et par le Comité exécutif.

Etant donné que la Banque se prévaut du principe de proportionnalité, la part variable se compose uniquement de numéraire et n'est pas payée en différé.

Néanmoins, il est possible que les filiales et les succursales appliquent des principes différents en fonction des pratiques ou de spécificités légales et réglementaires locales.

Pour la société de gestion, la partie reportée peut être constituée d'actions, d'options, d'espèces ou de fonds d'investissement dont le versement sera différé jusqu'à la fin de la période de report.

La part variable de chaque personne ne peut dépasser 100% de la part fixe sauf selon le mécanisme dérogatoire prévu par la LSF. Elle peut ainsi être portée jusqu'à 200% de la composante fixe de la rémunération totale sur décision motivée au cas par cas de l'assemblée générale des actionnaires.

Conformément à l'article 38-6 (n) de la LSF, l'acquisition définitive d'une éventuelle part variable dépend de la situation financière du Groupe et de la Banque en date d'acquisition (clause de « malus »).

Le montant total de la rémunération variable fait l'objet de dispositifs de malus jusqu'à concurrence de 100% en fonction de la situation financière et du justificatif des performances. Exceptionnellement, comme détaillé en annexe, le Groupe peut en outre accorder un complément à la rémunération variable qui consiste en un Plan d'Intéressement à Long Terme (LTIP).

Informations quantitatives relatives à l'exercice 2020

	Nombre de bénéficiaires	Rémunération totale	Rémunération fixe	Rémunération variable
Dirigeants	16	5 331 630	3 561 730	1 769 900
Autres MRT	104	16 153 146	12 886 771	3 266 375
Total	120	21 484 776	16 448 501	5 036 275

Total rémunération par tranche de 500.000,- €	Nombre de personnes régulées
1 000 000 € jusqu'à 1 500 000 €	0
1 500 000 € jusqu'à 2 000 000 €	0
2 000 000 € jusqu'à 2 500 000 €	0
2 500 000 € jusqu'à 3 000 000 €	0
3 000 000 € jusqu'à 3 500 000 €	0
4 000 000 € jusqu'à 4 500 000 €	0
> 5 000 000 €	0

Cette Politique a été modifiée notamment suite aux nouveaux textes réglementaires associés à la CRD V et aux critères ESG (Environnemental, Social et de Gouvernance).

Elle a été validée par le Conseil d'administration en date du 23 avril 2021 et sera d'application pour les rémunérations perçues pour l'exercice 2021 et les bonus distribués en mars 2022 et récompensant 2021. Elle est disponible dans son intégralité sur demande auprès du département des Ressources Humaines de la Banque et publiée sur Intranet.

8 ANNEXES

8.1 RÉPARTITION DES EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT

Les expositions publiées dans les tableaux de cette section regroupent :

- ▶ Les montants nets des postes à risque de l'actif ;
- ▶ Les montants des postes d'engagement du hors-bilan ; à savoir la partie non-utilisée des lignes de crédit « *committed* » et les montants des garanties émises par la Banque au profit de tiers ;
- ▶ Le montant en équivalent-risque des opérations de change à terme.

Dans ceux-ci, la catégorie «Entreprises» inclut la classe d'exposition « Entreprises », composée essentiellement des expositions sur la clientèle privée et les fonds d'investissement, mais aussi la classe d'exposition «Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier».

Expositions par classe d'exposition et par échelon de qualité de crédit

Le tableau ci-dessous reprend la mise en équivalence des notations aux échelons de qualité de crédit utilisés par le Groupe :

Echelons de qualité de crédit	1	2	3	4	5	6
Notation Moody's	Aaa à Aa3	A1 à A3	Baa1 à Baa3	Ba1 à Ba3	B1 à B3	Caa1 et en-dessous
Notation Standard & Poor's	AAA à AA-	A+ à A-	BBB+ à BBB-	BB+ à BB-	B+ à B-	CCC+ et en-dessous

L'échelon NA signifie qu'aucune notation n'est disponible.

Les tableaux ci-après reprennent le total des expositions réparti par classe d'exposition et par échelon de qualité de crédit aux 31 décembre 2020 et 2019 :

31 DÉCEMBRE 2020

Classe d'exposition	Echelon de qualité de crédit	<i>Montants en millions d'euros</i>			
		Valeur exposée au risque brute	Valeur exposée au risque final	Actifs à risque pondérés	Exigences de fonds propres
Banques centrales	1	2 996,3	2 996,3	0,0	0,0
Administrations régionales ou locales	1	0,2	0,2	0,0	0,0
Établissements	1	322,8	322,8	64,6	5,2
	2	4,9	4,9	1,1	0,1
	3	0,1	0,1	0,0	0,0
	4	0,0	0,0	0,0	0,0
	5	2,0	2,0	1,0	0,1
	6	0,0	0,0	0,0	0,0
	NA	277,7	376,0	75,3	6,0
	Entreprises	1	0,1	0,1	0,1
2		0,1	0,1	0,1	0,0
3		0,0	0,0	0,0	0,0
4		3,6	1,7	1,7	0,1
5		0,7	0,0	0,0	0,0
6		0,0	0,0	0,0	0,0
NA		1 821,5	383,3	330,2	26,4
Organismes de placement collectif	NA	1,0	1,0	1,0	0,1
Actions	1	0,0	0,0	0,0	0,0
	2	0,0	0,0	0,0	0,0
	3	0,0	0,0	0,0	0,0
	4	0,0	0,0	0,0	0,0
	NA	33,9	33,9	50,6	4,0
Autres expositions	NA	155,3	84,8	84,4	6,8
Total		5 620,1	4 207,2	610,1	48,8

31 DÉCEMBRE 2019

Classe d'exposition	Echelon de qualité de crédit	<i>Montants en millions d'euros</i>			
		Valeur exposée au risque brute	Valeur exposée au risque final	Actifs à risque pondérés	Exigences de fonds propres
Banques centrales	1	3 469,6	3 469,6	0,0	0,0
Administrations régionales ou locales	1	0,0	0,0	0,0	0,0
Établissements	1	60,0	60,0	12,0	1,0
	2	7,4	7,4	1,5	0,1
	3	0,1	0,1	0,0	0,0
	4	0,0	0,0	0,0	0,0
	5	0,5	0,5	0,3	0,0
	6	0,0	0,0	0,0	0,0
	NA	382,3	472,3	92,8	7,4
	Entreprises	1	0,0	0,0	0,0
	2	0,3	0,3	0,1	0,0
	3	0,0	0,0	0,0	0,0
	4	0,1	0,0	0,0	0,0
	5	1,3	0,4	0,4	0,0
	6	0,0	0,0	0,0	0,0
	NA	1 599,0	447,9	372,8	29,8
Organismes de placement collectif	NA	4,9	4,9	4,9	0,4
Actions	1	0,0	0,0	0,0	0,0
	2	0,0	0,0	0,0	0,0
	3	0,0	0,0	0,0	0,0
	4	0,0	0,0	0,0	0,0
	NA	37,0	37,0	61,1	4,9
Autres expositions	NA	166,6	69,8	69,8	5,6
Total		5 729,1	4 570,4	616,0	49,3

Expositions par classe d'exposition et par zone géographique

Les tableaux ci-dessous reprennent le total des expositions réparti par classe d'exposition et par zone géographique aux 31 décembre 2020 et 2019 :

31 DÉCEMBRE 2020

Classe d'exposition/ zones géographiques	Montants en millions d'euros			
	Europe	Amériques	Reste du monde	Total
Banques centrales	2 996,3	0,0	0,0	2 996,3
Administrations régionales ou locales	0,2	0,0	0,0	0,2
Établissements bancaires	603,3	2,7	1,4	607,4
Entreprises	1 609,9	23,5	192,5	1 826,0
Parts d'organismes de placement collectif	1,0	0,0	0,0	1,0
Actions	33,5	0,0	0,4	33,9
Autres expositions	155,3	0,0	0,0	155,3
Total	5 399,5	26,2	194,3	5 620,1

31 DÉCEMBRE 2019

Classe d'exposition/ zones géographiques	Montants en millions d'euros			
	Europe	Amériques	Reste du monde	Total
Administrations centrales et banques centrales	3 469,6	0,0	0,0	3 469,6
Administrations régionales ou locales	0,0	0,0	0,0	0,0
Établissements	434,5	13,5	2,2	450,3
Entreprises ¹³	1 416,8	20,7	163,1	1 600,7
Parts d'organismes de placement collectif	4,9	0,0	0,0	4,9
Actions	36,6	0,0	0,4	37,0
Autres expositions	166,6	0,0	0,0	166,6
Total	5 529,0	34,3	165,8	5 729,1

Expositions par classe d'exposition et par secteur économique

Les tableaux ci-dessous reprennent le total des expositions réparti par classe d'exposition et par secteur économique aux 31 décembre 2020 et 2019 :

31 DÉCEMBRE 2020

Classe d'exposition/ Secteur économique	Montants en millions d'euros						
	Banques centrales	Banque	Entreprises	Organisme de Placement Collectif	Ménages	Autres expositions	Total
Banques centrales	2 981,6	0,0	0,0	0,0	0,0	14,7	2 996,3
Administrations régionales ou locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2
Établissements	0,0	607,4	0,0	0,0	0,0	0,0	607,4
Entreprises	0,0	0,0	604,6	571,1	650,3	0,0	1 826,0
Parts d'organismes de placement collectif	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	1,0
Actions	0,0	0,0	33,9	0,0	0,0	0,0	33,9
Autres expositions	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	154,9	155,3
Total	2 981,6	607,8	638,5	572,1	650,3	169,8	5 620,1

31 DÉCEMBRE 2019

Classe d'exposition/ Secteur économique	Montants en millions d'euros						
	Banques centrales	Banque	Entreprises	Organisme de Placement Collectif	Ménages	Autres expositions	Total
Administrations centrales et banques centrales	3 450,0	0,0	0,0	0,0	0,0	19,6	3 469,6
Administrations régionales ou locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Établissements	0,0	450,3	0,0	0,0	0,0	0,0	450,3
Entreprises	0,0	0,0	507,6	459,0	634,0	0,0	1 600,7
Parts d'organismes de placement collectif	0,0	0,0	0,0	4,9	0,0	0,0	4,9
Actions	0,0	0,0	37,0	0,0	0,0	0,0	37,0
Autres expositions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	166,6	166,6
Total	3 450,0	450,3	544,7	463,9	634,0	186,2	5 729,1

Expositions par classe d'exposition et par maturité résiduelle

Les tableaux ci-dessous reprennent le total des expositions ventilé par classes d'exposition et par maturité résiduelle aux 31 décembre 2020 et 2019 :

31 DÉCEMBRE 2020

Classe d'exposition/ Maturités résiduelles	Montants en millions d'euros					Total
	< 3 mois	> 3 mois et < 1 an	> 1 an et < 5 ans	> 5 ans	Sans échéance	
Banques centrales	2 996,3	0,0	0,0	0,0	0,0	2 996,3
Administrations régionales ou locales	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2
Établissements bancaires	565,3	30,1	12,0	0,0	0,0	607,4
Entreprise ¹⁵	674,1	734,0	359,4	58,5	0,0	1 826,0
Parts d'organismes de placement collectif	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0
Actions	0,0	0,0	0,0	0,0	33,9	33,9
Autres expositions	155,3	0,0	0,0	0,0	0,0	155,3
Total	4 391,2	764,1	371,4	58,5	34,9	5 620,1

31 DÉCEMBRE 2019

Classe d'exposition/ Maturités résiduelles	Montants en millions d'euros					Total
	< 3 mois	> 3 mois et < 1 an	> 1 an et < 5 ans	> 5 ans	Sans échéance	
Administrations centrales et banques centrales	3 469,6	0,0	0,0	0,0	0,0	3 469,6
Administrations régionales ou locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Établissements	434,2	16,0	0,0	0,0	0,0	450,3
Entreprises	759,6	610,5	210,3	20,2	0,0	1 600,7
Parts d'organismes de placement collectif	0,0	0,0	0,0	0,0	4,9	4,9
Actions	0,0	0,0	0,0	0,0	37,0	37,0
Autres expositions	166,6	0,0	0,0	0,0	0,0	166,6
Total	4 830,1	626,5	210,3	20,2	42,0	5 729,1